

**Accord départemental**  
**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE**  
**DES SALARIÉS NON CADRES**  
**(Picardie et Aisne)**  
**(17 juin 2009)**

(Etendu par arrêté du 4 février 2010,  
*Journal officiel* du 13 février 2010)

**AVENANT N° 2 DU 19 JUIN 2015**

NOR : AGRS1697014M

**PRÉAMBULE**

Afin de se mettre en conformité avec la loi de sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord du 17 juin 2009.

Ainsi :

- les taux de cotisation sont modifiés afin d'intégrer le financement de la portabilité ;
- les dispositions relatives à la portabilité sont intégrées.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Hausse des cotisations (financement de la portabilité)*

Les dispositions du « 2. Taux de cotisations et répartitions » de l'article 7 « Cotisations » de l'accord sont abrogées et remplacées par les suivantes :

**« 2. Taux de cotisations et répartitions**

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des garanties définies à l'article 5 est de :

Taux global : 2,26 %, répartis comme suit :

- 2/3 à la charge des employeurs, soit 1,50 % ;
- 1/3 à la charge des salariés, soit 0,76 %.

**Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié**

*(En pourcentage.)*

GARANTIE	TOTAL	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Décès	0,41	0,36	0,05
Incapacité temporaire :			
– mensualisation	0,52	0,52	–
– relais mensualisation	0,58	–	0,58
Assurance charges sociales patronales	0,17	0,17	–

GARANTIE	TOTAL	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Incapacité permanente	0,58	0,45	0,13
Total	2,26	1,50	0,76

## Article 2

### *Portabilité*

Afin d'intégrer les dispositions relatives à la portabilité issues de la loi de sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013, l'accord est complété comme suit :

« Article 7 *ter*

### *Portabilité*

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi.

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés au salarié, auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues.

Un détail des prestations versées au titre de la portabilité sera communiqué lors de l'établissement des comptes de résultats. »

## Article 3

### *Annexe*

Il est ajouté à la fin du présent avenant, pour information, une annexe relative aux dispositions légales sur la portabilité.

## Article 4

### *Extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

## Article 5

### *Date d'effet*

Le présent avenant prend effet au premier jour du trimestre suivant la date de publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Toutefois, l'article 2 du présent avenant prend effet à la date d'entrée en vigueur des dispositions légales sur la portabilité prévoyance (le 1<sup>er</sup> juin 2015).

Fait à Amiens, le 19 juin 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

- FRSEA de Picardie ;
- Entrepreneurs des territoires de Picardie ;
- FDCUMA de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme ;
- Fédération des propriétaires forestiers de l'Aisne.

**Syndicats de salariés :**

UR FGA CFDT ;

CFTC-Agri de Picardie ;

FGTA FO.

## ANNEXE

### DISPOSITIONS LÉGALES SUR LA PORTABILITÉ (ART. L. 911-8 DU CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE)

---

« Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1. Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2. Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3. Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4. Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5. L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6. L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au 1<sup>er</sup> alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au 1<sup>er</sup> alinéa à la date de la cessation du contrat de travail. »